

INITIALEMENT PRÉVU POUR LE 20 NOVEMBRE

Le permis à points lancé à la fin de l'année

Initialement prévu pour le 20 novembre prochain, le permis à points ne devra entrer en vigueur que vers la fin de l'année en cours, date à laquelle le premier spécimen sera officiellement lancé.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce dont a fait part, hier, le ministre des Transports qui a présidé une réunion d'évaluation relative à la sécurité routière en présence de cadres du secteur, entre autres les représentants du Centre national de prévention et sécurité routière, l'Enacta et ceux de la Gendarmerie nationale, de la DGSN et de la Protection civile.

Le document, attendu depuis son adoption vers la fin de l'année dernière, intégrera ainsi l'arsenal de la lutte contre le phénomène de l'insécurité routière qu'on qualifie de terrorisme routier de par l'ampleur qu'il prend. Et à Amar Tou de mettre ce petit retard dans le lancement officiel du permis à points sur le compte de l'impérative finalisation au préalable du fichier national des contraventions qui permettra, selon lui, son application sur le terrain en tout lieu et avec la célé-

rité requise. Tout détenteur d'un permis de conduire se voit délivrer automatiquement un permis à 24 points.

Et le décret portant institution de ce document fixe le barème de retrait des points comme suit : quatre sont retirés pour les contraventions du troisième degré, six pour celles du quatrième degré, et jusqu'à huit points pour un délit. Et ces retraits sont à chaque fois transmis au fichier national des infractions aux règles de la sécurité routière en cours de finalisation, comme le soulignera le ministre.

Au cas où le conducteur perd la totalité des 24 points, il se voit retirer son permis de conduire puisque désormais considéré comme «chauffeur récidiviste».

Cette mention demeurera le temps — deux ans — durant lequel le conducteur est invité à ne pas commettre d'infractions au code de la route. Un code de la



Si le conducteur perd la totalité des 24 points, il se voit retirer son permis.

route, dont tous les intervenants lors de la rencontre d'hier ont appelé à une application des plus strictes et des plus rigoureuses, l'option faite de mollesse au motif de privilégier la voie de la sensibilisation n'ayant apparemment pas porté ses fruits.

Bien au contraire, et les statistiques le révèlent amplement, les accidents de la route ont observé

une déclinaison significative lorsque ledit code a été appliqué dans toute la rigueur requise.

Comme durant l'année 2010 quand le nombre de morts a baissé de 947 par rapport à l'année précédente avant qu'il ne reprenne sa courbe ascendante l'année d'après, 2011, avec 938 morts de plus. La raison est que, durant l'année 2010, le code de la route

dans sa nouvelle version qui a notamment durci les pénalités et introduit le retrait du permis de conduire, a été appliqué aussi bien dans son esprit que dans sa lettre avant que les pouvoirs publics ne fassent preuve de moins de fermeté dans le sillage de la batterie de mesures d'apaisement décidée de crainte que la contagion des révoltes ayant éclaté chez nombre de pays voisins ne contamine le pays.

Le ministre, pour qui l'option des chrono-tachygraphes n'est pas encore à l'ordre du jour des pouvoirs publics contrairement à ce qui est susurré ici et là, invitera les différents intervenants à un diagnostic le plus rationnel possible du phénomène de l'insécurité routière en étudiant de près ses raisons.

Dans ce sens, il fera part d'une étude que l'Université de Mostaganem est en train de réaliser à l'effet de faire le diagnostic du fléau à même de dicter la démarche à suivre dans le combat pour diminuer son ampleur à défaut de l'endiguer totalement.

M. K.

GESTION DES DÉCHETS ET POLLUTION

Les responsables du secteur prônent la sensibilisation

Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, Amara Benyounès, et M^{me} Dalila Boudjemaâ, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement, ont annoncé, hier, que s'ils ont opté pour une période de sensibilisation et de quelques mois pour ce qui est de la protection de l'environnement et de la gestion des déchets notamment, le secteur passera inévitablement à la phase d'application de la loi contre les contrevenants.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les directeurs de l'environnement ont présenté, hier, des rapports peu reluisants sur la gestion des déchets solides à travers le territoire national et pointé du doigt les collectivités locales qui, selon eux, n'ont pas les moyens nécessaires ni d'ailleurs la volonté d'effectuer la collecte des ordures et leur destruction.

Intervenant lors de la rencontre, Amara Benyounès et M^{me} Dalila Boudjemaâ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, chargée de l'environnement, ont annoncé qu'un million de tonnes de déchets ont été collectés depuis le lancement de l'opération «propreté des villes». «En dépit de l'avancement de l'opération, nos villes sont encore sales. Avant, il n'y avait pas d'infrastructures pour recevoir ces déchets mais nous avons actuellement les infra-



Photo : Samir Sid

structures dont des incinérateurs d'une technologie de pointe. Il s'agit ainsi d'incinération par le biais d'un process nouveau, ceci alors que le tri doit se faire en amont», a déclaré la ministre.

M^{me} Boudjemaâ fera part, en outre, de la mise sur pied d'un comité national de pilotage qui regroupe les départements de la justice, de l'agriculture, des ressources en eau, de la santé et de l'intérieur qui se chargera de la problématique de la gestion des déchets solides.

Concernant la question des déchets spéciaux, la secrétaire d'Etat dira que les sites où se trouvent notamment l'amiant, le cyanure et le mercure sont localisés. Elle précisera, à cet effet, que des opérations sont en cours ou en phase d'étude en vue de l'élimination définitive de ces déchets dangereux. C'est le cas pour les produits pharma-

ceutiques périmés dont l'opération est en cours.

M^{me} Boudjemaâ tiendra à souligner que le ministère de l'Environnement n'est nullement une instance de dépollution. A cet effet, elle donnera instruction aux directeurs régionaux présents d'expliquer aux walis la nécessité d'inscrire des opérations de destruction des déchets spéciaux.

S'agissant des incinérateurs des hôpitaux, elle rappellera que tous ne répondent pas aux normes, ceci bien qu'une opération pilote ait été lancée au niveau de l'hôpital de Kouba et qui concerne les technologies nouvelles d'incinération. Elle évoquera, toutefois, la problématique des contraintes du transport et de la collecte.

Concernant le recouvrement des taxes quand il s'agit du non-respect de la réglementation, il s'élève à un taux particulièrement bas selon les responsables puisqu'il est estimé à 23% sur le territoire national.

Ceci bien que les taxes en général alimentent les fonds pour l'environnement et prennent en charge le traitement des déchets.

Pour sa part, Amara Benyounès évoquera l'importance d'un travail de sensibilisation des citoyens mais aussi des prochains nouveaux élus sur les problèmes de pollution et de gestion des déchets.

Concernant l'éradication des sachets noirs, le ministre dira que l'opération est importante mais nécessite des discussions avec les entreprises en vue d'arriver aux meilleures solutions.

F.-Z. B.

NORMALISATION

7 042 normes algériennes à la disposition des entreprises

L'Institut algérien de normalisation (Ilanor) met à la disposition des entreprises plus de 7 042 normes algériennes. Peu d'entreprises sollicitent, cependant, les services de cet institut pour se faire normaliser.

La normalisation n'est pas une obligation. La formule reste volontariste. C'est pourquoi la participation des entreprises à ce processus reste «très faible». Ainsi, seules 140 entreprises y participent.

L'Ilanor, l'Institut algérien de normalisation ne désespère pas pour autant. Sa proposition ? Le ministère du Commerce ne doit pas autoriser la mise sur le marché de produits non certifiés ou de faire de la normalisation une obligation. «Il faut que le marché sanctionne les produits qui ne se conforment pas aux normes», a indiqué le responsable de la normalisation à l'Ilanor.

Pour ce faire, les responsables de l'institut qui ont été les invités du forum d'El Moudjahid, hier à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la normalisation, appellent les pouvoirs publics à jouer leur rôle d'autorité de surveillance.

Par ailleurs, selon le bilan arrêté par l'Ilanor le 30 septembre dernier, plus de 500 normes élaborées par cet organisme ont été demandées par les entreprises algériennes.

Le secteur le plus demandeur reste celui de la construction et de l'agroalimentaire. La raison : «Parce qu'en plus de la compétitivité dans ces secteurs, il y a aussi un contrôle de qualité rigoureux», souligne-t-on. Ceci, indique le directeur de l'information de cet institut, «oblige les entreprises à appliquer les normes».

Soulignons que pour cette année, la Journée mondiale de la normalisation est célébrée sous le thème «Moins de déchets, résultats meilleurs, les normes augmentent l'efficacité».

S. A.